

« Le président burundais ne pourra plus payer ses fonctionnaires, ni ses soldats, ni ses policiers » **Luc TOUSSAINT**

32 En trois ans, l'inflation (32 %) a rongé un tiers du pouvoir d'achat des Burundais.

L'analyse de Luc Toussaint, ancien journaliste

« Le régime burundais est à bout »

Les Burundais renouvellent leur Parlement ce lundi. Le scrutin est partout dénoncé. Le régime n'en a plus pour longtemps, analyse Luc Toussaint.

● Philippe LERUTH

Les électeurs burundais se rendent aux urnes ce lundi. Et le résultat de cette élection législative ne fait pas le moindre doute : le parti du président Pierre Nkurunziza, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) l'emportera. « Mais personne ne validera ce scrutin : à l'intérieur du pays, l'opposition, puis la société civile, l'Église catholique, et de plus en plus de membres du CNDD-FDD l'ont annoncé ; et à l'extérieur, tant les États-Unis par la voix du président Obama et du secrétaire d'État John Kerry ; que la Belgique, et les différentes instances africaines (Union africaine, pays des Grands-Lacs, Communauté des pays de l'Afrique de l'Est) ont clairement condamné l'élection. Le régime est à bout », explique Luc Toussaint.

L'ancien journaliste de la RTBF, qui vient de passer quatre ans au Burundi, est rentré depuis quel-

ques semaines à Liège avec ses filles adoptives. Sa compagne, elle, a regagné Bujumbura. « Jour et nuit, il y a dans les rues des jets de grenade et des tirs de Kalachnikov », témoigne l'ex-échevin liégeois.

Pour le président Nkurunziza, pourtant, « tout va bien au Burundi » : il l'a répété, vendredi dernier, au micro de notre consœur Françoise Wallemacq, de *La Première*. Selon lui, l'opposition, « qu'il appelle les rebelles ou les putschistes » se limite à la capitale, et elle est menée par les Tutsis.

Un calme trompeur

« Cette affirmation est totalement fautive, s'insurge Luc Toussaint, l'opposition au président Nkurunziza, qui s'est manifestée dès qu'il a exprimé son intention de briguer un troisième mandat, malgré la Constitution qui le lui interdit, était celle de toute la société civile ; elle rassemble Tutsis et Hutus et n'a aucune base ethnique. »

Quant au calme « des collines », il est trompeur : « les antennes des radios privées ont été coupées par les forces armées, qui ont ensuite incendié leurs locaux : la population des campagnes n'a plus accès qu'à la radio nationale. Et, au Burundi, cela déclenche un réflexe de peur : quand, seule la radio nationale est audible, les Burundais ont le sentiment qu'ils courent un

danger ».

En réalité, analyse l'ancien journaliste, « les électeurs que Pierre Nkurunziza espère trouver dans les campagnes ont littéralement voté avec leurs pieds : 120 000 Burundais très pauvres ont quitté le pays à pied, vers la Tanzanie, où le Haut-Commissariat aux Réfugiés en héberge 70 000 sous tentes, vers le Rwanda (35 000 réfugiés) ; et vers le Congo (15 000) ».

L'exode a commencé « dès la fin des vacances de Pâques, on a vu des familles s'exiler : un tiers des enfants ne sont pas rentrés à l'école belge de Bujumbura ».

Cet exil a touché toutes les couches de la population burundaise – « il y a des Burundais en Belgique, et notamment à Liège ; en France ; au Canada... » – et il s'est étendu (cf. ci-dessous) jusqu'aux cercles les plus proches du pouvoir.

« Après avoir remporté les législatives ce lundi, Pierre Nkurunziza se fera réélire à la présidence le 15 juillet. Et là non plus, son élection ne sera pas reconnue », conclut Luc Toussaint. Les vivres coupés par ses bailleurs de fonds, le président burundais « ne pourra plus rémunérer ses fonctionnaires, ni ses soldats, ni ses policiers : son régime tombera de lui-même, dans deux, trois, ou dans six mois ». Le défi, pour la communauté internationale, sera d'éviter à ce moment-là un nouveau bain de sang au Burundi. ■

Le n°2 se réfugie en Belgique

Le président de l'Assemblée nationale burundaise, deuxième personnage de l'État, a annoncé dimanche s'être réfugié en Belgique d'où il a dénoncé le « forcing » électoral du président Pierre Nkurunziza.

Dans une interview à France 24, le président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma, membre du parti au pouvoir

CNDD-FDD mais opposant notoire à la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle a affirmé être

« pour le moment, contraint de rester à Bruxelles ».

Sa défection intervient dans la foulée de celle du 2e vice-président du Burundi, Gervais Ruffyikiri. Lui aussi opposé à un troisième mandat et également réfugié en Belgique.

Une situation économique désastreuse

Le Burundi vit dans le marasme : « l'économie s'est complètement arrêtée, alors que, ces trois dernières années, une inflation de 32 % avait déjà réduit d'un tiers le pouvoir d'achat de la population », explique Luc Toussaint. Mais les 10 millions de Burundais ne se sont pas rendu compte de cette dégradation, « faute de médias indépendants qui leur auraient expliqué la situation économique ».

Enclavé, le pays ne dispose

guère de ressources naturelles ; et les transports y sont défaillants : « il n'y a pas de voie ferrée, et le trafic par bateau, sur le lac Tanganyika, est négligeable ». Le moyen de transport principal, pour les marchandises, c'est le camion. Mais l'état déplorable du réseau routier (des chemins de terre) handicape également les échanges.

Une éclaircie pourtant, des recherches géologiques ont décelé la présence de très importants gisements de nickel, qui

pourraient générer des revenus substantiels au pays. Mais outre les difficultés liées au transport, l'exploitation de ces gisements se heurte au manque d'alimentation en électricité, sans laquelle toute activité minière est exclue.

« Les Burundais vivent donc essentiellement de l'agriculture ou du tourisme », conclut Luc Toussaint. Et dans le contexte actuel de tensions, les touristes ne se bousculent pas vraiment pour visiter le pays. ■

Phi. Le.

Le président lâché par les siens

Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a d'abord fait face à l'opposition politique et à la société civile, qui ne voulaient pas de son troisième mandat. Puis l'Église catholique a embrayé. « Et au début avril, de 150 à 180 cadres de son parti – dont son porte-parole ; le président de l'Assemblée nationale ; et des présidents d'assemblée – ont signé une lettre lui demandant de se retirer : ils ont été exclus du parti ; ont perdu leur emploi ; et ont été menacés. Certains ont pris la clandestinité. »

Aujourd'hui, comme tout le monde, Luc Toussaint constate que les défections touchent « le

premier cercle du pouvoir : le deuxième vice-président, Gervais Rufyikiri, s'est réfugié en Belgique, tout comme le président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyima.

Pierre Nkurunziza reste donc seul, avec six ou sept proches, tous généraux : le chef d'état-major de l'armée ; le chef de la police, le chef des services secrets ».

Mais pourquoi le président burundais, que deux de ses prédécesseurs avaient invité à passer la main, s'accroche-t-il ainsi au pouvoir ?

« En douze ans dans le maquis, il n'a jamais été accoutumé au dialogue, aux concessions. Et puis il vient

de goûter dix ans au pouvoir, et il ne peut sans doute plus s'en passer », analyse l'ancien journaliste.

Mais ce mystique qui se donne des allures de prêcheur a peut-être aussi une motivation moins avouable : « en décembre dernier, de 160 à 180 prétendus rebelles sont entrés au Burundi, venant du Congo. Certains ont été tués ; d'autres, capturés, ont été abattus d'une balle dans la nuque, alors qu'ils avaient les mains liées dans le dos. C'est un crime de guerre, dont Pierre Nkurunziza devra peut-être répondre devant la Cour pénale internationale, s'il perd son immunité présidentielle... ■

Phi. Le.